

**DIRECTION GENERALE DES SERVICES/DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE/SECTEUR  
GUICHET UNIQUE**

**ARR2024\_0141**

**ARRÊTÉ**

**OBJET : CONCESSION DE TERRAIN DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL DE NOISIEL,  
CONCESSION N° 583, CIMETIÈRE NOUVEAU, EMBLACEMENT N° 589**

Le Maire de la Commune de Noisiel,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2223-13 et suivants relatifs aux concessions funéraires,

**VU** la délibération du conseil municipal n° DEL2020\_0064 en date du 24 mai 2020 déléguant au maire, en application de l'article L.2122-22 8° du Code Général des Collectivités Territoriales, la délivrance de concessions funéraires,

**VU** l'arrêté n° ARR2016\_0133 en date du 24 juin 2016 établissant le règlement du cimetière communal,

**VU** la décision n° DEC2023\_0167 en date du 14 décembre 2023 fixant les tarifs des concessions funéraires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

**VU** la demande présentée par M. David BOUZAGLOU, tendant à obtenir le renouvellement de la concession de terrain dans le cimetière communal,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé le renouvellement de la concession n° 589 Cimetière Nouveau d'une durée de 10 ans, à compter du 21 mai 2025, de 2.00 m<sup>2</sup> superficiels.

**ARTICLE 2 :** Cette concession est accordée à titre de :

- renouvellement de la concession accordée le 21 mai 2025 et expirant le 21 mai 2035.

**ARTICLE 3 :** La concession est accordée moyennant la somme totale de : 257,00€, qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant la quittance n° 2024-24.

**ARTICLE 4 :** Ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne ;
  - Madame le Directeur général des services de la Ville de Noisiel ;
  - L'intéressée,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

1/2



Suite de l'arrêté n° ARR2024\_0141 portant « Concession de terrain dans le cimetière communal de Noisiel, Emplacement n°589 » (2)

Envoyé en préfecture le 16/05/2024  
Reçu en préfecture le 16/05/2024  
Publié le   
ID : 077-217703370-20240515-ARR2024\_0141-AR

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux (2) mois à compter de son caractère exécutoire. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyens, accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté est rendu exécutoire à compter de la date de son affichage ou publication et de sa transmission au représentant de l'État.

Fait à Noisiel,